



Nancy le 14 décembre 2016

Monsieur le directeur,

Depuis 2002, notre administration a déjà payé un lourd tribut. La DGFIP aura perdu 37000 emplois en 13 ans !!! Un véritable plan social, sans aucune contrepartie que l'incertitude de l'avenir, ou plutôt sans autre contrepartie que de subir les mesquineries quotidiennes, le caporalisme et le zèle de quelques commandants. Les chiffres sont têtus et implacables. Le PLF 2017 (avant examen au parlement) annonce 1630 suppressions d'emplois, et l'administration se gausse des 500 de moins que l'an dernier... avec la volonté de mettre en place, malgré notre opposition, le prélèvement à la source, annonciateur de l'explosion de l'organisation de la Direction Générale, bien sûr en continuant les suppressions de services, suppressions d'emplois, « dématérialisation forcée », destructurations à gogo... etc...

Tout cela, sans parler du ressenti des agents, le résultat du dernier baromètre social nous donne quelques indications. 56 % des agents jugent le rythme des réformes trop rapide. 58 % considèrent que les changements intervenus ont eu un effet défavorable. 59 % estiment que leur situation professionnelle va se dégrader. Si l'administration ne veut pas saisir ce mal-être nous en tirerons les conséquences et les agents avec nous.

Solidaires Finances Publiques 54 a décidé de ne pas s'exprimer à ce CTL

A quoi bon s'exprimer aujourd'hui si tout est joué d'avance. Le seul but de notre présence pour vous, est de mettre une croix dans votre TBVS à la case « dialogue social » afin de remplir vos objectifs tout comme vous l'avez fait l'an dernier (« dialogue social de qualité » comme on peut lire sur le bilan RH), pourtant cette année, il n'y a pas eu de réel dialogue social. Nous avons eu le sentiment que pour ces réunions tout était écrit/décidé d'avance, qu'on aurait presque pu écrire les CR avant qu'elles n'aient lieu (très peu de marge pour les CAPL mutations, pour les CAPL notations et les audiences... aucune considération pour les difficultés rencontrées par les agents, aucune considération pour les agents de manière générale... sans parler des fiches d'impacts bâclées présentées au CHS-CT qui ne mesurent absolument pas les conséquences des réorganisations sur le quotidien des agents et des missions qui sont transférées... (hormis les quelques km qui séparent les sites). Même pas de fiches d'impacts sur les suppressions de postes dans les services concernés

Solidaires Finances Publiques 54 ne participera activement donc pas aujourd'hui à cette parodie de dialogue social. Nous n'oublions pas les derniers événements qui se sont déroulés dernièrement

-aucune information sur l'abondement budgétaire que la direction a reçu mi- novembre.

-aucune information sur la non mise en application de l'accueil sur rendez-vous.

-aucune information sur le déploiement de l'application MEMO :
L'application MEMO qui devrait être déployée dans les brigades de vérification et peut être dans les PCE à compter du 2 janvier 2017 semble pour Solidaires Finances Publiques présenter plus d'inconvénients que d'avantages. En effet l'application reste très chronophage et n'apporte aucune amélioration dans l'exercice de la mission au quotidien.

L'application Rialto MEMO relève de la notion de projet important. Par conséquent la consultation du CHSCT est obligatoire. La simple «non information » du CTL que vous effectuez aujourd'hui nous interroge ??? encore un oubli de votre part

Comme pour le CTL, Le CHSCT doit formuler un avis.

Plus généralement, cette absence d'information officielle des agents n'empêche pas la circulation d'échos aux orientations décidées en cercle fermé et les agents concernés de s'inquiéter du devenir de leur mission et de leur avenir.

Quant à la rétention de l'information vis à vis des membres du CHSCT, n'en parlons pas !!
on risquerait encore de ne pas s'exprimer ,mais de râler.

Pour Solidaires Finances Publiques 54, c'est inacceptable et intolérable.

Il est temps que le dialogue (et non monologue) reprenne sa place dans notre Direction, il est temps que les agents soient considérés et respectés, cela ne dépend que de vous.

Qu'auriez vous dit si nous avions bousculé vos habitudes en intervertissant nos places autour de la table aujourd'hui ???, c'est simplement pour vous montrer ce que ressentent les agents dans la valse des réorganisations que vous imposez (nous vous aurions juste déménagé de quelques mètres contrairement aux agents qui sont amenés à faire plusieurs kilomètres). Cela aurait pu être déstabilisant, n'est ce pas ?

Par ailleurs, c'est également pour reprendre notre place d'interlocuteur privilégié que vous devez entendre et surtout écouter. Ces interlocuteurs, les représentants des personnels, qui ont toute légitimité, soutenus par les 86 % de votants aux élections professionnelles, taux assez rare pour le souligner et ce quelles que soient les élections.

Notre boycott de la parole, à ce CTL a pas pour but de rompre votre monologue langoureux et monotone où vous voulez toujours avoir raison.

Bien entendu, nous essaierons de rester attentifs à votre monologue qui n'a rien de social, car comme d'habitude, votre asservissement à la politique de suppressions de postes ressemble plutôt , à un plan social et vous permet ainsi d'être adepte à cette devise.

« Après moi, le déluge »

Tiens justement en parlant de déluge, la mise en place, à compter de 2016, du protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) conduit à instaurer dans la Fonction Publique un cadencement unique d'avancement d'échelon, conformément aux dispositions de l'article 148 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016 et donc à supprimer l'attribution des réductions-majorations d'ancienneté.

Cette évolution concerne les agents de catégorie B dans un premier temps, en 2017, puis les agents des catégories A et C dans un deuxième temps, en 2018.

Dans ces conditions, il y aura, à la DGFIP, en 2017, deux dispositifs différents d'entretien professionnel, selon la catégorie d'agents concernée :

- pour les agents de catégorie B (contrôleurs et géomètres cadastrés des finances publiques), un entretien professionnel avec appréciation des résultats et de la valeur professionnelle sur l'année 2016 sans attribution de réduction-majoration d'ancienneté ;
- pour les agents des catégories A et C, un entretien professionnel avec appréciation des résultats et de la valeur professionnelle sur l'année 2016 avec attribution possible de réduction-majoration d'ancienneté , dans les conditions habituelles prévues par le décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 et de l'arrêté du 20 décembre 2012.

Ce n'est qu'en 2018 que l'entretien professionnel, portant sur la gestion 2017, sera organisé sans attribution de réduction - majoration d'ancienneté pour toutes les catégories d'agents (A, B et C).

Comme vous devez le savoir les agents ne vivent pas de beaux discours mais de bonne soupe, or force est de constater que les cadres B seront pénalisés pendant deux ans et les cadres C et A pendant une année par ce nouveau dispositif Quelle sottise engeance vis à vis des fonctionnaires !!; A ce jour, les représentants de Solidaires Finances Publiques 54 considèrent que les conditions d'un dialogue social de qualité ne sont pas réunies, voir les derniers ctl et chsct. De ce fait, nous avons décidé , à force de n'être ni écoutés, ni entendus de nous taire.

Sachez Mr le président que vous nous considérez comme des spectateurs de votre Comedia del Arte Sachez aussi Mr le Président que nous appartenons au monde des optimistes .car comme disait un auteur inconnu .« Le monde appartient aux optimistes, seuls les spectateurs sont des pessimistes » Par contre comme nous l'avons décrié précédemment votre déni de dialogue social est d'un pessimisme flagrant et sans controverses.

Monsieur le président nous voudrions que ces propos liminaires soient intégrés dans le procès verbal, car vous nous connaissez ce n'est pas parce que l' on a rien à vous dire, que les représentants de Solidaires finances Publiques 54 vont proscrire la plume.

Et nous finirons sur cette citation .

« L'intellectuel est un homme qui attend impatiemment la contradiction »